

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix – Travail – Patrie*



REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace – Work – Fatherland*

## **Situation économique et financière des entreprises en 2022**

**22<sup>ème</sup> édition**

*Note de synthèse*



Institut National de la Statistique/  
National Institute of Statistics

P.O. BOX: 134 Yaoundé

Phone: (+237) 222 22 04 45

Fax: (237) 222 23 24 37

Website: [www.ins-cameroun.cm](http://www.ins-cameroun.cm)

Email: [infos@ins-cameroun.cm](mailto:infos@ins-cameroun.cm)

**Avril 2023**

**Résumé :** La présente note dresse la situation économique et financière des entreprises au Cameroun en 2022, en s'appuyant sur un échantillon de 1 069 Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) fournies par des entreprises représentatives du tissu économique national et classées par branche d'activités.

L'environnement socioéconomique est marqué en 2022 par des tensions inflationnistes exacerbées par le conflit russo-ukrainien dont les principales répercussions sur l'économie nationale sont la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondial, l'envolée des prix du pétrole, l'aggravation du déficit commercial du fait du renchérissement des prix à l'importation, l'appréciation du dollar.

Dans cet environnement plutôt défavorable, les entreprises du secteur moderne de l'économie ont fait preuve de résilience. En effet, **le chiffre d'affaires global hors taxes, après une progression de 9,6% en 2021, a bondi de 17,4% en valeur en 2022.** Cette dynamique est imputable essentiellement à cinq branches d'activités qui se sont particulièrement distinguées au cours de l'année. Ramené aux prix de 2021, le chiffre d'affaires croît de 10,5%, soit une performance légèrement au-dessus de celle de l'année précédente.

Avec la hausse des prix des matières premières, de l'énergie, et des coûts de transport maritimes induits par l'éloignement des points d'approvisionnement, **les entreprises ont eu des difficultés à accroître leur valeur ajoutée et, par conséquent, à réaliser des profits.** Néanmoins, les performances exceptionnelles, d'une part, des activités extractives d'hydrocarbures, et, d'autre part, des activités d'intermédiation financière, ont positivement impacté la valeur ajoutée et les profits au niveau global.

**Le nombre d'emplois permanents a progressé de 2,8% en 2022,** permettant aux entreprises de rattraper le niveau d'emploi d'avant la crise sanitaire du covid19. Cette évolution a également généré des gains de productivité (+2,2 millions de FCFA par employé relativement à l'année 2021).

**Le rythme des investissements a été moins soutenu (-2,6% par rapport à 2021),** en raison de l'atonie du secteur primaire et de l'industrie manufacturière. Ainsi le capital productif a continué à se détériorer, le taux de vieillissement des immobilisations passant de 55,2% en 2021 à 58,1% en 2022.

**Comme en 2021, les fonds de roulements des entreprises ont été positifs pour la seconde fois,** contribuant ainsi à l'amélioration de leur trésorerie nette. Toutefois, le coefficient d'endettement net, qui représente le rapport de la dette financière sur les capitaux propres s'établit à 1,1 légèrement au-dessus de la limite soutenable qui est 1.

**En conclusion, les entreprises ont pu consolider leur niveau d'activité post – Covid-19,** sans toutefois générer plus de valeur ajoutée et de profits ; en l'exception des entreprises des branches d'activités extractives, agricoles d'exportation, et d'intermédiation financière qui ont su tirer profit du repli des effets de la Covid-19 et des répercussions du conflit russo-ukrainien.

## Environnement macroéconomique en 2022

En 2022, l'économie mondiale a été secouée par une série de chocs qui sont survenus de manière concomitante. Il s'agit de : la pandémie de la COVID-19 qui a repris notamment en Chine provoquant le confinement de certaines villes importantes pendant plusieurs semaines ; la guerre russo-ukrainienne ainsi que les crises alimentaire et énergétique qui en ont été les corollaires, et l'inflation galopante. Selon les perspectives de l'économie mondiale de janvier 2023 publiées par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale a ralenti à 3,1% après la nette reprise de 2021 (6,2%). Cette baisse de la croissance a été observé dans la plupart des principaux blocs économiques, à l'exception du Moyen-Orient et l'Asie centrale qui ont su tirer profit de la hausse des prix du pétrole exacerbé par le conflit

russo-ukrainien. La croissance dans cette région est passée de 4,5% à 5,3% en 2022.

Après la reprise constatée en 2021, l'économie des **pays d'Afrique subsaharienne** a également ralenti. Le taux de croissance est passé de 4,7% à 3,8%<sup>1</sup> ; Ce ralentissement est imputable à : les fortes pressions inflationnistes qui se sont accentuées du fait des aléas climatiques, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnements exacerbés pas le conflit en Ukraine notamment ; la faiblesse de la demande extérieure (notamment en Chine et en Europe) ; le resserrement des conditions de financements marqué par la hausse de charge du service de la dette. Concernant les deux principales économies de la région que sont le Nigéria et l'Afrique du Sud, la croissance s'est également contractée.

<sup>1</sup> FMI (2023° Perspectives économiques mondiales : Afrique Subsaharienne, Janvier 2023.

Elle est passée de 3,6% en 2021 à 3,0% à 2022 pour le Nigéria. L'affaiblissement de la croissance au Nigéria est consécutif aux difficultés de production dans le secteur pétrolier ainsi qu'à la forte inflation qui s'est établie au-dessus de 21% en 2022. Pour l'Afrique du Sud, le taux de croissance est passé de 4,9% en 2021 à 2,6% en 2022. Dans ce pays, la croissance a été limitée par les difficultés d'approvisionnement de l'électricité et des politiques de rigueur de résorption de l'inflation

**L'économie des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)** devrait remonter en 2022. En effet, le taux de croissance de l'économie de la sous-région devrait s'établir à 3,4% après 1,5% en 2021. Ce dynamisme est consécutif à la levée des mesures d'endiguement de la pandémie de la COVID-19 mais aussi au fait que la sous-région a su tirer profit des conséquences du conflit russo-ukrainien caractérisé notamment par le renchérissement du prix du pétrole sur le marché mondial ainsi que la gestion prudente des ressources y résultant dans le cadre des programmes de développements.

**L'économie nationale**<sup>2</sup> a été affectée, notamment par : les tensions inflationnistes généralisées consécutives au

conflit russo-ukrainien et la hausse du fret maritime ; la hausse des cours des principales matières premières particulièrement le pétrole brut ; l'appréciation du dollar. Dans ce contexte l'économie devrait enregistrer quasiment le même taux de croissance qu'en 2021 (3,6%).

Selon les données des comptes nationaux<sup>3</sup>, au niveau de l'offre, sur les neuf premiers mois de l'année, l'économie enregistre un taux de croissance de 3,6% comparativement aux neuf premiers mois de l'année 2021. Cette évolution positive s'explique par la bonne tenue des branches : « Services financiers » (14,8%) ; « Sylviculture et exploration forestière » (10,4%) ; « Information et communication » (10,1%). Au niveau de la demande, la croissance est tirée par la consommation finale qui varie de 3,2% sur les neuf premiers mois relativement à la même période l'année précédente.

Le taux d'inflation<sup>4</sup> s'élève à 6,3% en 2022. Il est au-dessus de la norme communautaire CEMAC de 3,0%. Les pressions inflationnistes ont été principalement entretenues par les prix des produits alimentaires, notamment les prix des huiles et graisses, des pains et céréales, des poissons et fruits de mer, des laits, fromages et œufs, et des légumes.

## Evolution du chiffre d'affaires et des profits en 2022

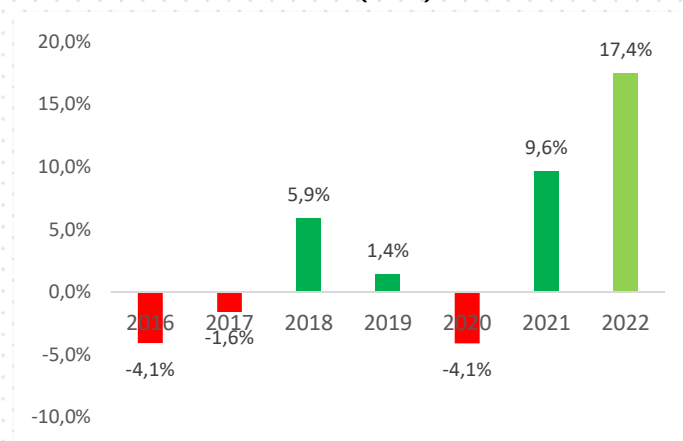
Dans ce cadre macroéconomique, les entreprises du secteur moderne de l'économie nationale ont fait preuve de résilience, consolidant la reprise économique post covid19. **Le chiffre d'affaires bondit de 17,7% après 9,6% en 2021. Cette évolution est essentiellement imputable aux performances exceptionnelles de cinq (05) branches d'activités.** Il s'agit, du « commerce de gros et de détail, réparation de véhicules » ; « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » ; « Activités financières et d'assurance » ; « Activité d'information et de télécommunication » ; « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre ».

Le Chiffre d'affaires de commerce a cru de 16,6% en 2022, en lien notamment avec les activités de marketage des hydrocarbures.

S'agissant des activités d'extraction des hydrocarbures, le chiffre d'affaires a bondi de 69,8%. Cette évolution s'explique par l'effet cumulé de l'appréciation du dollar et l'envolée des cours du pétrole sur les marchés internationaux, consécutives aux effets économiques du conflit russo-ukrainienne.

En ce qui concerne les activités financières et d'assurance, elles ont enregistré une croissance du chiffre d'affaires de 39,3%. Cet accroissement est à mettre en lien avec l'augmentation des volumes de titres publics, le remboursement de la dette intérieure et le financement et la densification des opérations du commerce extérieur (achat et vente des devises).

**Graphique I : Variations du chiffre d'affaires entre 2016 et 2022 (en %)**



Source : **INS/Base de données des DSF**

<sup>2</sup> MINEPAT (2023) Rapport sur l'économie camerounaise en 2022

<sup>3</sup> INS (2022) Les comptes nationaux trimestriels (3<sup>ème</sup> trimestre 2022)

<sup>4</sup> Il s'agit ici de l'Indice des prix à la consommation (IPC) disponible dans : INS (2023) Evolution de l'inflation au cours de l'année 2022

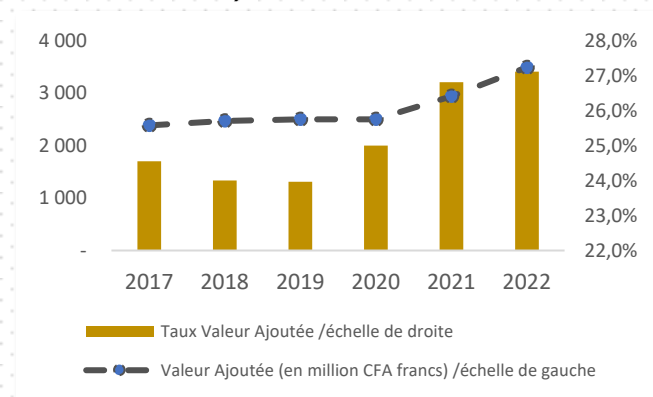
L'inflation mondiale avec ses transmissions au niveau national a également impacté le chiffre d'affaires des entreprises. Depuis 2021, les prix à la production industrielle (IPPI) sont en augmentation continue et ont présenté une dynamique plus élevée en 2022. Ainsi, le chiffre d'affaires des entreprises croît de 10,5% en maintenant le niveau de prix antérieur, soit une performance légèrement au-dessus de celle de 2021 (9,6%).

L'augmentation du niveau d'activité en 2022 se caractérise par son plus large spectre économique, trente (30) branches d'activités étant concernées par l'augmentation du chiffre d'affaires contre 25 en 2021.

**La valeur ajoutée** créée par les entreprises modernes a progressé de 18,7%. Toutefois, il convient de relever que cette progression est principalement imputable aux activités d'extractions des hydrocarbures et d'intermédiations financières qui toutes deux portent la croissance de la valeur ajoutée (contributions de 13,6% et 5,0% respectivement). Pour le reste, les entreprises ont été exposées à l'envolée des prix des matières premières et de l'énergie, à la hausse des coûts de transport maritimes induits par l'éloignement des points d'approvisionnement. Ces facteurs ont contribué à augmenter les charges d'exploitation et ainsi freiner la production des entreprises.

Avec ce niveau de la valeur ajoutée, le **taux de valeur ajoutée**, qui rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaires hors taxes, a légèrement augmenté passant de 26,8% à 27,1%.

**Graphique 2 : Evolution de la valeur ajoutée (en milliards de FCFA)**

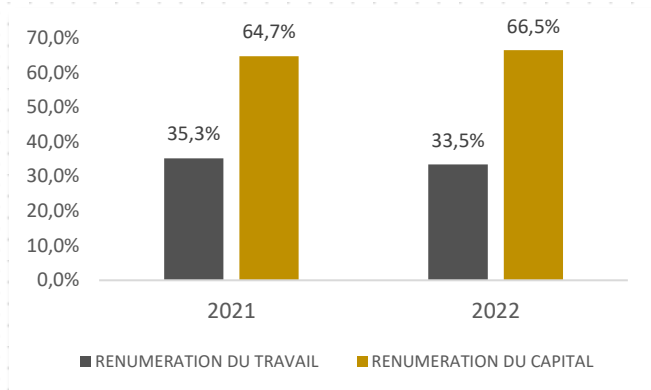


Source : INS/Base de données des DSF

En dépit de l'augmentation des charges de personnel de 0,5 %, le niveau de valeur ajoutée dégagée a permis de consolider les profits d'exploitation. En effet, **l'Excédent brut d'exploitation**, qui est la différence entre la valeur ajoutée et les charges de personnel, a cru de 21,9%. Tout comme pour la valeur ajoutée, la croissance de ce profit d'exploitation est principalement imputable aux activités d'extraction des hydrocarbures (16,3%) et les activités d'intermédiation financière (8,0%).

Dès lors, en termes de partage de la valeur ajoutée entre le capital et le travail, l'on note que la valeur ajoutée profite davantage au facteur capital avec 66,5% de la valeur ajoutée, après 64,7% en 2021, qu'au facteur travail (33,5%).

**Graphique 3 : Évolution du partage de la valeur ajoutée en 2021 et 2022**

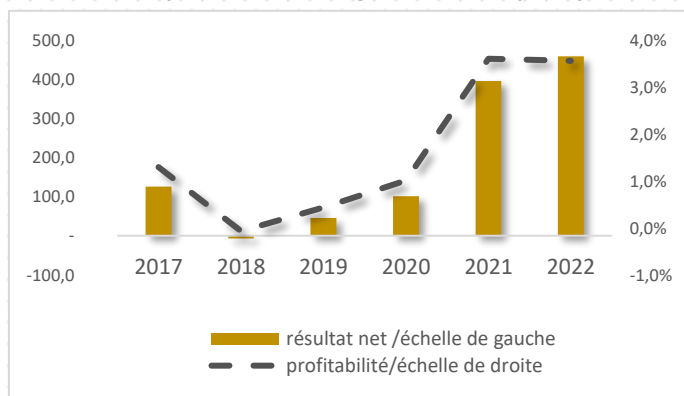


Source : INS/Base de données des DSF

Le **résultat net**, qui est la différence entre l'ensemble des produits et l'ensemble des charges est excédentaire et augmente de 16,1%. Cette amélioration est cependant moins vigoureuse que celle enregistrée en 2021. L'examen du résultat net suivant les branches d'activités fait ressortir 22 branches déficitaires sur 38, dont 19 qui étaient dans la même situation en 2021. En revanche, certaines branches s'illustrent par l'accroissement de leurs résultats nets en 2022. Il s'agit de : « Production d'électricité, de gaz et d'air conditionné » ; « Activité d'information et de communication » ; « Sylviculture et exploitation forestière ».

Mis en relation avec le chiffre d'affaires, l'on relève que l'activité en 2022 a généré autant de profits que durant l'exercice précédent. Malgré la hausse du chiffre d'affaires, le **taux de marge nette bénéficiaire**, qui rapporte le résultat net au chiffre d'affaires hors taxes, est resté stable à 3,6%.

**Graphique 4 : Évolution du résultat net (en milliards de FCFA) et du taux de profitabilité (en %)**



Source : INS/Base de données des DSF



## Rentabilité<sup>5</sup> des entreprises

Prise dans l'ensemble, l'activité de production et d'investissement des entreprises s'est soldée par une certaine amélioration de la rentabilité. Les rentabilités d'exploitation et la rentabilité financière sont en hausse comparativement à l'année 2021.

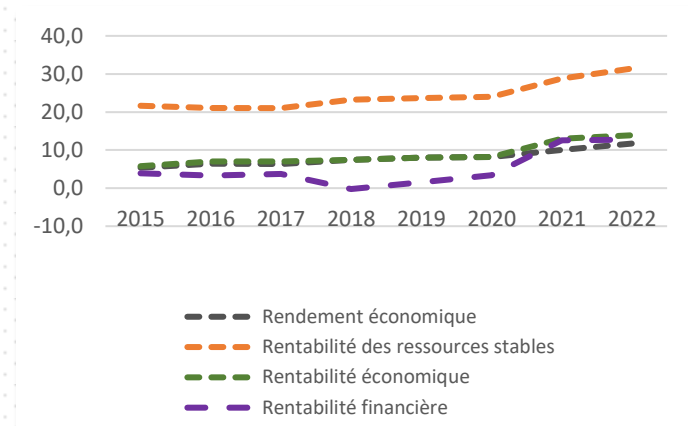
**Le rendement économique** (qui rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux Immobilisations brutes) s'est établi à 11,7% en 2022 contre 10,1% en 2021 grâce à la hausse du ratio de rotation des immobilisations brutes qui est passé de 0,58 en 2021 à 0,63 en 2022.

**Le taux de rentabilité des ressources stables** (rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux ressources stables net des immobilisations financières) est ressorti à 31,4%. Il est en augmentation de 2,6 points de pourcentage comparativement à l'année 2021. Cette situation traduit le fait que l'outil productif génère plus de profit d'exploitation en 2022 par rapport à 2021.

**La rentabilité économique** qui est le rapport de l'Excédent Brut d'Exploitation sur l'actif économique (somme des immobilisations brutes et du besoin en fonds de roulement), est passé à 13,9%, gagnant 0,9 point de pourcentage.

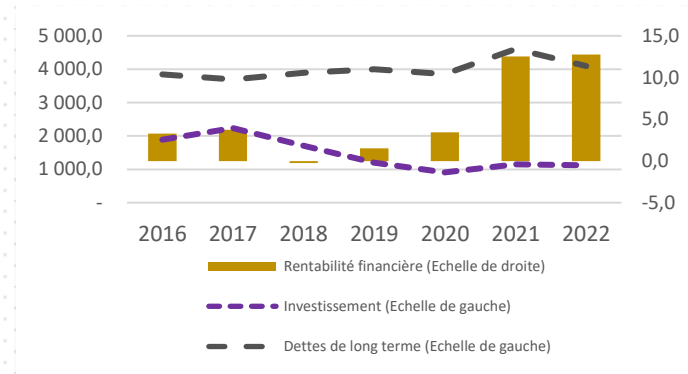
**Le taux de rentabilité financière** (la rentabilité financière établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires à dégager du résultat) est de 12,7% en 2022, soit 0,2 points de pourcentage de plus qu'en 2021. Cette évolution fait suite à des baisses conjuguées des dettes financières ou de long terme (-11,0%) et des investissements (-2,6%).

Graphique 5 : Évolution de la rentabilité des entreprises modernes (en %)



Source : INS/Base de données des DSF

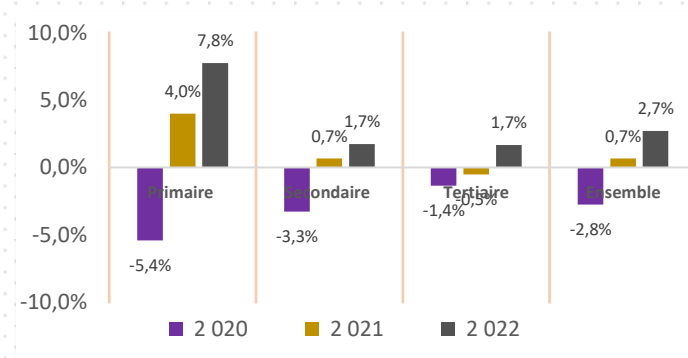
Graphique 6 : Évolution de la rentabilité financière (en %), des investissements et des dettes de long terme (en millions de FCFA) de 2016 à 2022.



## Emploi dans les entreprises modernes

Le volume des emplois permanents dans les entreprises a enregistré une hausse de 2,8% en 2022, traduisant un rattrapage du niveau d'avant la crise sanitaire du Covid19. Cet accroissement est observé dans tous les secteurs d'activité, mais l'évolution est davantage prononcée dans le secteur primaire (7,5%). Les évolutions dans le secondaire et le tertiaire sont similaires.

Graphique 7 : Evolution des emplois par secteur d'activité dans le secteur moderne, de 2020 à 2022

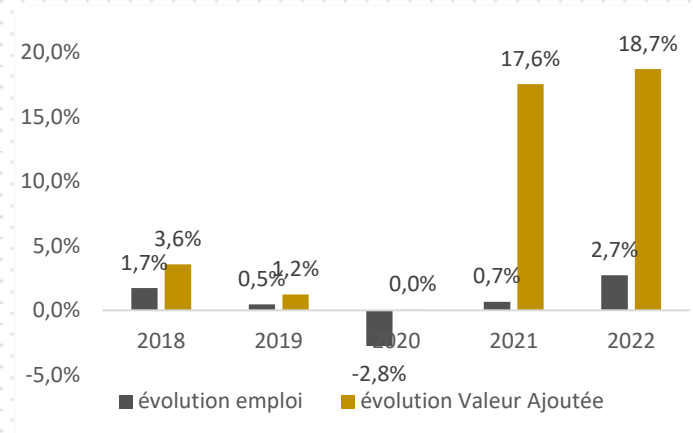


Source : INS/Base de données des DSF

<sup>5</sup> La rentabilité rapporte un résultat obtenu au capital investi (ou engagé) pour l'obtenir

**L'évolution des emplois permanents, mise en relation avec celle de valeur ajoutée a induit des gains de productivité.** En effet la productivité par tête, pour l'ensemble des entreprises, a progressé à 16,4 millions de FCFA contre 14,2 millions en 2021.

**Graphique 8 : Taux d'évolution des emplois permanents et de la valeur ajoutée, de 2018 à 2022**

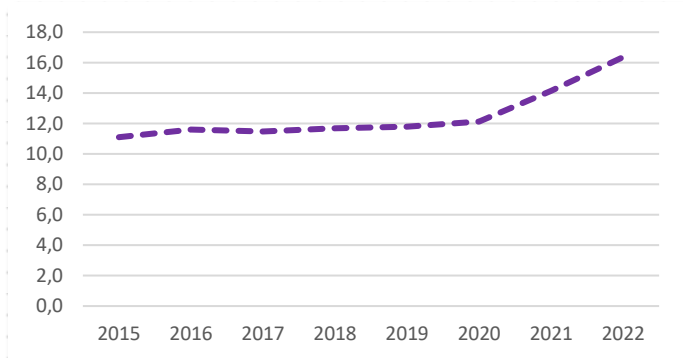


Source : INS/Base de données des DSF

Cette évolution se traduit en valeur relative par une croissance de +15,6%. Les branches d'activités qui enregistrent une productivité par tête élevée dans l'économie sont les suivantes : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (563,8 millions de FCFA) ; « Activités financières et d'assurance » (61,5 millions de FCFA) ; « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (51,2 millions de

FCFA) ; « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné (46,7 millions de FCFA).

**Graphique 9 : Évolution de la productivité par tête dans les entreprises modernes de 2017 à 2022 (en millions de FCFA)**



Source : INS/Base de données des DSF

**Les Charges de personnel ont été davantage maîtrisées par les entreprises modernes.** En effet, celles-ci ont faiblement progressé en 2022, soit 1,8%. En conséquence, les **Charges moyennes de personnel ont légèrement baissé**, passant de 5,5 millions de Fcfa en 2021 à 5,4 millions de FCFA en 2022. La branche d'activité «Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques» se distingue par des charges moyennes de personnel les plus élevées (45,8 millions de FCFA).

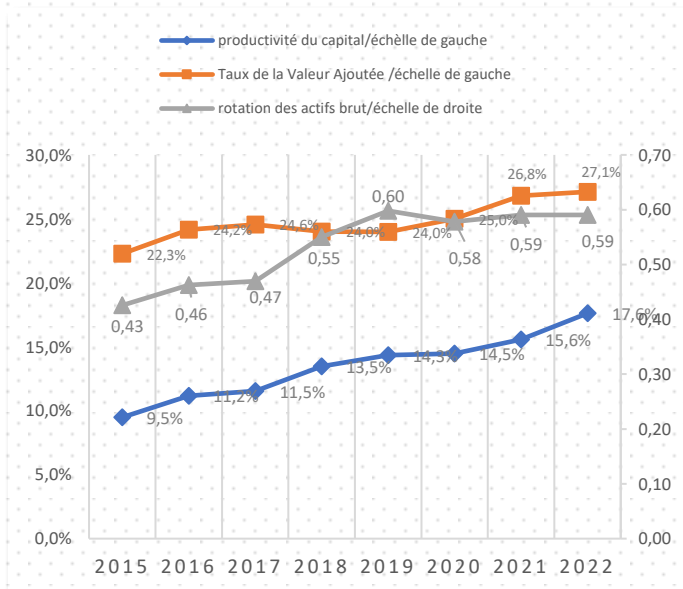
## Capital productif des entreprises

La **productivité apparente du capital augmente de 2,0 points de pourcentage pour s'établir à 17,6%**. Cette performance est attribuable à la hausse conjointe du taux de valeur ajoutée (+0,3 point de pourcentage).

Dans un contexte de reprise économique post-covid19, les entreprises ont accusé une baisse des investissements (-2,6%). Les secteurs primaire (-2,6%) et secondaire (-14,2%) se sont distingués par un repli de leurs dépenses d'investissement. Cette situation se traduit par un taux de vétusté de l'outil de production à 58,0%, taux supérieur à celui de 2021 (55,2%). En revanche, le secteur tertiaire enregistre une hausse des dépenses d'investissements de l'ordre de 43,0%.

De plus, le repli des investissements a induit la baisse de **l'intensité capitaliste** (c'est le rapport entre les immobilisations brutes et les effectifs permanents). Ainsi, elle s'établit à 27,8 millions de FCFA par tête contre 34,7 millions de FCFA en 2021.

**Graphique 10 : Évolution de la productivité par tête dans les entreprises modernes de 2015 à 2022 (en millions de FCFA)**



Source : INS/Base de données des DSF

## Endettement des entreprises

**L'analyse des grands équilibres du bilan des entreprises fait ressortir une trésorerie nette positive, en hausse historique de 140,0% par rapport à 2021. Cette solvabilité globale est dopée par les résultats exceptionnels du secteur des activités d'intermédiation financières, qui s'en sort avec une augmentation de trésorerie nette de 173,2%.** Des disparités s'observent au niveau des branches d'activité. En effet vingt (20) branches d'activités sont en situation d'insolvabilité. Celles les plus sinistrées sont : « Production d'électricité, de gaz et d'air conditionné » ; « Activités immobilières », « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux », et le « Commerce de gros et de détail, et réparation de véhicules », secteur ayant souffert en 2022 de la rareté des devises pour ses approvisionnements.

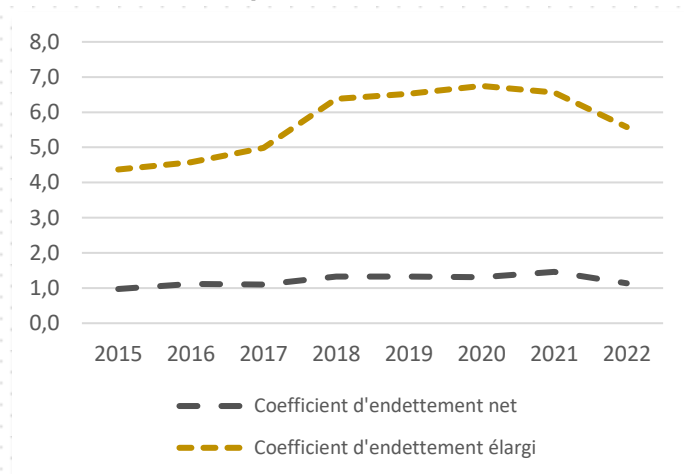
Après une période marquée par un fonds de roulement structurellement négatif jusqu'en 2020, la situation s'est retournée depuis 2021, et pour la deuxième fois le fonds de roulement est positif en 2022. Dans ces conditions, l'entreprise a la capacité de financer des investissements de long terme mais aussi une partie de son cycle d'exploitation sans recourir à des crédits de trésorerie.

**L'insuffisance de fonds propres expose les entreprises au risque d'insolvabilité.** La hausse des fonds propres (14,1%), et parallèlement la baisse des dettes de long terme (-11,0%) a permis de réduire le

coefficient d'endettement élargi (rapport entre l'endettement total et les capitaux propres) qui est passé de 6,6 en 2021 à 5,6 en 2022. Toutefois, ce coefficient reste largement au-delà de la limite soutenable qui correspond à 4.

Le coefficient d'endettement net, qui représente le rapport de la dette financière sur les capitaux propres, a lui aussi nettement réplé. Il est passé de 1,5 fois les capitaux propres à 1,1. Il reste également au-dessus de la limite soutenable (correspondant à 1).

**Graphiques 11 : Evolution du ratio d'indépendance financière des entreprises entre 2015 et 2022**



Source : INS/Base des données des DSF

## **Equipe technique**

### **Supervision générale**

**TEDOU Joseph**, Directeur Général de l'INS

**SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin**, Directeur Général Adjoint de l'INS

### **Coordination technique**

**AMOUGOU René Aymar Bertrand**, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

**FANDIO TCHABO Ferdinand**, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

### **Equipe de rédaction**

**FANDIO TCHABO Ferdinand**, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

**DJIDAWO DIFFO Ninon**, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

**DJIALEU Éric Lambert**, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

***Institut National de la Statistique***

***BP : 134 Yaoundé – Cameroun***

***Tel : (237) 222 22 04 45***

***Fax : 222 23 24 37***

***Site web : [www.ins-cameroun.cm](http://www.ins-cameroun.cm)***

***E-mail : [infos@ins-cameroun.cm](mailto:infos@ins-cameroun.cm)***

***Une publication du Département des Statistiques d'Entreprises***

***© INS, Mai 2023***